



HAL
open science

L'altérité menaçante des usagers de drogue en Argentine

Edgardo Manero

► **To cite this version:**

Edgardo Manero. L'altérité menaçante des usagers de drogue en Argentine. *Chimères : revue des schizoanalyses*, 2017, 91, pp.71. hal-04300177

HAL Id: hal-04300177

<https://hal.science/hal-04300177>

Submitted on 22 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'altérité menaçante des usagers de drogue en Argentine

Edgardo Manero

DANS CHIMÈRES 2017/1 (N° 91), PAGES 71 À 84

ÉDITIONS ÉRÈS

ISSN 0986-6035

ISBN 9782749252308

DOI 10.3917/chime.091.0071

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-chimeres-2017-1-page-71.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

L'altérité menaçante des usagers de drogue en Argentine

EN AMÉRIQUE LATINE, LA DROGUE, sous tous ses aspects et formes, de la consommation au commerce, est au centre de la question sécuritaire. La « guerre à la drogue » a permis de charger de nouvelles significations un imaginaire sécuritaire archaïque, qui renvoie aux pratiques agissant sur les frontières qui séparent les êtres humains. En Argentine, la guerre à la drogue a dessiné une nouvelle spatialité sociale, une frontière non seulement symbolique, mais aussi physique, qui permet la construction d'un Autre menaçant. Nous assistons au retour de l'idéologie qui associe les classes populaires aux classes dangereuses et stigmatise particulièrement la délinquance juvénile. Cette forme de délinquance, loin d'être inconnue, fait partie d'un passé qui ne passe pas. Au XXI^e siècle, les traces de l'Histoire se révèlent appropriées à la coercition et à la punition propres à la logique de la politique de prohibition. L'Autre « social » demeure aujourd'hui, comme hier pendant la Guerre froide, l'Autre « politique », un sauvage. Les discours de dévalorisation et les pratiques d'éradication qui accompagnent la guerre à la drogue, témoignent cependant de quelque chose de plus que la continuité de la guerre contre la subversion. Comme dans d'autres géographies, la drogue est associée à une étrangeté menaçante qui doit être lue comme un palimpseste. Il faut donc considérer cette altérité négative comme une construction sociale pérenne que les innovations expérimentées sur tout le continent américain pour reformuler l'abord du problème et,

• Edgardo Manero travaille au CNRS/Ehess-Mondes Américains.

dans une moindre mesure, changer les politiques publiques et les pratiques sociales, n'arrivent pas à désarticuler.

Drogues et altérités négatives

Traditionnellement, la drogue a été liée à l'altérité. Si les discours et les pratiques qui traitent ceux qui consomment des drogues comme « différents » peuvent également être formulés avec de « bonnes intentions » – l'approche de la question sous un angle religieux non seulement dans les Églises, mais aussi dans les communautés thérapeutiques en est un exemple –, ils relèvent en général d'une manière d'être avec les autres réglée par l'hostilité.

Historiquement, en Occident et en Amérique latine, certaines drogues ont été liées à des groupes stigmatisés et perçus comme des étrangers menaçants¹. Ressource stratégique répandue, la drogue a été utilisée pour la construction de la menace tant interne qu'externe. Elle a été un composant de l'équation Autre-Étranger-Ennemi². En général, la drogue a été utile pour exprimer la différence avec l'immigration. La menace, comme les substances, provenait d'un extérieur physique, toujours en opposition au pays des citoyens de souche, quoiqu'issus d'immigrants de générations plus anciennes. Aux États-Unis, dans la deuxième partie du XIX^e siècle, l'opium était identifié aux Chinois, la cocaïne aux Noirs³ et la marijuana aux Mexicains. Le début de la guerre contre la drogue menée par Georges Bush se produit dans le cadre d'une manipulation médiatique visant la diabolisation des populations noires et hispaniques. Les médias et le cinéma ont eu un rôle clef dans la construction et la perception des acteurs ethnicisés consommant ou commercialisant des stupéfiants. En Argentine, dans les années 1920, au moment où les addictions ne représentent pas un problème social, la drogue est déjà utilisée pour stigmatiser, via un discours policier, les immigrants d'origine européenne récents.

1. D. F. Musto, *The American Disease: The Origins of US Narcotics Control*, Oxford University Press, New York, 1987. Pierre-Arnaud Chouvy et Laurent Laniel, « De la géopolitique des drogues illicites », *Hérodote*, 2004/1, N° 112, Paris, La Découverte.

2. E. Manero, *L'Autre, le Même et le bestiaire. Les représentations stratégiques du nationalisme argentin. Ruptures et continuités dans le désordre global*, L'Harmattan, Paris, 2002.

3. A. Escotado, *Historia general de las drogas*, Tomo III, Madrid, Ed Alianza, 1989.

La représentation, selon laquelle les personnes interpellées pour la consommation ou le commerce de stupéfiants sont étrangères, devient pérenne. La drogue est un élément central du discours sécuritaire construit sur l'immigration depuis les années 1990, et réclamant la répression du type tolérance zéro. Mais de manière nouvelle la commercialisation, mais aussi la consommation de la drogue, sont associées aux citoyens des pays latino-américains producteurs, et non plus aux immigrants européens.

Tout au long du xx^e siècle l'évolution est donc la suivante : dans le contexte de la Guerre du Chaco (1932-1935) les soldats boliviens – « *Indiada* » et « *bétail* » – étaient perçus comme des cocaïnomanes et des anthropophages, c'est-à-dire des barbares. Dans les années 1970, la consommation de drogues a été liée à la menace communiste. Elle s'identifiait au « subversif », à un marxisme qui voulait détruire l'Occident *via* sa jeunesse et qui était accusé d'instrumentaliser les drogues. Dans les années 1980 et 1990, le narcotrafic a été associé au financement des FARC et d'ELN, au Sentier Lumineux et au zapatisme.

Au xxi^e siècle, la drogue continue de participer à des figures d'altérité politique, délégitimant autant des mouvements sociaux de contestation, comme les organisations agraires paraguayennes ou indigénistes chiliennes, que des expériences de gouvernements se présentant comme contestataires, tels le chavisme au Venezuela, le MAS en Bolivie ou le kirchnerisme en Argentine. Or, si la lutte contre la drogue fait encore partie de la construction d'une menace politique, au niveau local et global, la menace est davantage perçue en dernière instance comme « sociale », comme l'illustre le cas argentin.

Des guerres intérieures

La nouvelle logique sécuritaire continue à introduire le désir de l'exclusion définitive d'un Autre menaçant comme un message central du champ politique. Si, avec la fin de la Guerre froide, la lutte contre le trafic de drogue a remplacé la lutte contre le communisme, cette nouvelle lutte a été perçue comme une prolongation de la guerre contre la subversion⁴. Ceci va bien au-delà du fait que l'assistance militaire destinée à la lutte contre le narcotrafic est détournée au profit du combat anti-insurrectionnel, comme le montrent les cas péruvien et colombien.

4. C. A. Youngers, Eileen Rosin, *Drugs and Democracy in Latin America: The Impact of U.S. Policy*, Boulder, London, Lynne Rienner Publishers, 2005.

La guerre contre la drogue conserve de la logique propre à la Guerre froide la division en deux camps, l'expulsion de l'Autre hors du collectif d'identification envisagé comme une totalité homogène, l'idée de l'ennemi interne à neutraliser et les discours de dévalorisation comme composante centrale des pratiques d'éradication. Le discours prohibitionniste fourmille d'images et d'allégories qui présentent l'élimination de la drogue comme une opération prophylactique. Il s'agit d'un discours qui, orienté vers la menace idéologique, a été porté à son paroxysme dans les années de la doctrine de la Sécurité nationale et son hypothèse de conflit lié au communisme. Sur le modèle ami/ennemi, l'offre (les formes diverses de trafic) et la demande (certains usagers) sont les éléments centraux de la construction d'une altérité négative menaçante. Cette dernière est inséparable du passage de l'altérité « politique » et idéologique à l'altérité « sociale », bâtie sur la question de la sécurité publique.

L'emploi disproportionné de la force a majoritairement été dirigé contre des personnes issues des secteurs sociaux plus vulnérables. La répression des stupéfiants que le prohibitionnisme insuffle en est un facteur légitimant. Les effets négatifs de ces politiques sont soulignés par divers discours – scientifiques, politiques, religieux –, insistant sur le fait que la majorité des arrestations policières, qui concernent en général des jeunes sans antécédents, ont pour motif la consommation et non la commercialisation. Spécifiquement, des documents comme ceux élaborés par l'Association de réduction des risques de l'Argentine ou comme le manuel sur les droits de l'Homme et l'emploi des drogues répondent aux demandes de citoyenneté des consommateurs, ils informent sur les droits des utilisateurs, par exemple lorsqu'il s'agit d'arrestations arbitraires ou de l'utilisation de fausses preuves par les forces de sécurité.

Les consommateurs de drogues se trouvent dans une situation de vulnérabilité : au même titre que les enfants des classes populaires, les minorités sexuelles, les populations indigènes et les migrants. Les larges facultés des forces de sécurité et l'emploi de la prison préventive y contribuent. L'arrivée à la présidence de la République de M. Macri, en 2015, a alourdi la situation de ces groupes. Dans le cadre d'une demande sociale de sécurité, il a relancé le discours de la guerre à la drogue. Le plan « Argentine sans narcotraffic » formulé par son gouvernement en 2016 fait référence à « Un Monde Sans Drogues », proposé par les Nations Unies en 1998 et reformulé ultérieurement ; il s'agit d'énoncés d'un haut niveau de généralisation qui réitèrent les façons d'approcher la

question dans la logique punitive du prohibitionnisme. Les principes et les objectifs énoncés sont identiques à ceux de Menem en 1991.

Dans ce cadre, les dispositifs de régulation des stupéfiants par la répression produisent de nouvelles formes de gestion des populations. Participant à la construction de la sensation de peur, la drogue permet et légitime l'instrumentalisation de mesures de contrôle social qui dépassent le fait que l'État s'implique dans l'intimité des personnes qui consomment en les punissant par des peines ou en les obligeant à se réhabiliter.

Si la guerre contre la drogue s'est convertie en guerre contre les utilisateurs, comme on le soutient fréquemment⁵, l'inimitié concerne une population spécifique, traditionnellement sujette à discrimination. Associé à la croissance de l'insécurité, le prohibitionnisme et sa conséquence, la guerre à la drogue, ont participé à l'institution de cette altérité menaçante qui caractérise l'Amérique latine contemporaine et qui est centrée sur certaines figures de la société.

Le triptyque : marginalité, drogues, insécurité

Dans le discours dominant des sociétés latino-américaines, la consommation de drogues constitue non seulement un comportement à risque en soi mais, en outre, est responsable des conduites criminelles. La problématique est réduite à la question sécuritaire. Stigmatisés et exclus, les drogués sont avant tout des « malades » qui, en consommant, commettent un délit et participent aussi à d'autres délits pour se financer.

Perçue comme problématique sociale – sous l'aspect sécuritaire plus que de santé –, la drogue serait avant tout un danger pour les autres. En tant que marchandise, elle est autant le noyau d'une activité criminelle qui peut demander l'emploi de la violence que l'objet du désir qui pousse au délit. En tant que substance susceptible de modifier des réactions physiologiques et états de conscience qui altèrent les conduites, elle affecte la rationalité des acteurs intervenants dans toutes les formes de violence, interpersonnelles et criminelles.

Plus qu'un discours, cette représentation est fondée sur un seul modèle de consommation de drogues en oubliant d'autres formes, en particulier celle occasionnelle, liée à une certaine forme de divertissement où

5. S. Inchaurrega, « Uso de drogas y ciudadanía », en *Derechos Humanos un compromiso de la Universidad*, Taborda M. (sous la direction), UNR Editora, Rosario, 2013.

la stimulation participe à la socialisation. Elle induit une inégalité de traitement des infractions en fonction du profil social de leurs auteurs. La sensibilité sociale face au *paco* et aux drogues de synthèse est différente, comme l'illustre la répercussion sociale des morts dans le cadre des *raves party* en 2016 et 2017, même si toutes les classes sociales sont touchées par la drogue des « pauvres ».

L'utilisation du *paco*, comme celle du *crack*, crée de plus en plus de problèmes dans les classes moyennes. Son emploi comme anorexigène chez les jeunes femmes montre sa banalisation. Néanmoins la perception du *paco* reste ancrée dans la marginalité. Tout comme les consommateurs des restes de l'élaboration de la cocaïne d'autres sociétés, en Amérique latine – par exemple au Brésil et en Uruguay –, les consommateurs de *paco* sont en général jeunes, de sexe masculin, phénotypiquement stigmatisés, avec une faible éducation, dans une situation de rue, qui utilisent plus d'une drogue, victimes de situation de violence familiale et institutionnelle.

La perception négative n'affecte pas les jeunes qui ont une vie « normale » – études, travail, sport –, mais qui consomment et combinent une multiplicité de substances différentes, légales et illégales, dans le cadre des fêtes. La mise en scène médiatique influence la différence de traitement. Dans le cas de drogues synthétiques, la responsabilité revient à l'offre, elle relève du vendeur ; dans le cas du *paco*, elle relève du consommateur. Si le postulat propre au prohibitionniste, selon lequel l'usage de drogues est nuisible pour tous et partout, se maintient et si les frontières sociales et générationnelles d'utilisation des drogues sont de plus en plus diffuses, le jugement reste dépendant des représentations sociales plus axées sur le profil de l'utilisateur que sur l'usage⁶.

Des corps situés aux marges

Depuis la fin des années 1990, dans un contexte caractérisé par la médiatisation des activités délictuelles attribuées à la drogue, le discours sécuritaire repose sur la thèse selon laquelle les drogués sont surreprésentés parmi les délinquants.

Le discours sécuritaire s'appuie sur l'imaginaire selon lequel la drogue est la responsable absolue des conduites dangereuses à l'encontre non seulement de ces personnes elles-mêmes, mais surtout d'autres

6. Voir P. Gootenberg, *Cocaine: Global Histories*, Routledge, New York, 1999.

individus. Si le délit a tendance à augmenter parmi les consommateurs de drogues, en particulier ceux des classes populaires, étant donné leur engagement dans des activités illicites, tels la vente de stupéfiants ou le vol, destinés à se procurer la marchandise, confirmer une relation de causalité demeure difficile. En général, les partisans des conceptions sécuritaires confondent non seulement l'ordre public et l'ordre social, mais aussi incidence et causalité. Ce discours est ancré dans le mythe selon lequel la consommation des drogues résulte de la marginalité, mythe que le profil des jeunes arrêtés en raison de la possession de stupéfiants a toujours questionné.

Cette consommation serait un composant prioritaire de l'identité de cette vaste frange de la population construite sur l'idée du « ni-ni » : ces jeunes des classes populaires qui n'étudient ni ne travaillent. D'après cette vision, leur situation ne résulte pas de questions sociales. La société diabolise et incrimine ces jeunes en demandant à l'État de la débarrasser de cette menace sans prendre le temps de considérer que les responsabilités sont systémiques et antérieures à la situation de violence elle-même. Pour ces jeunes, les expériences éducatives ou professionnelles, ou encore l'affirmation face à une société de consommation et narcissique, sont encore plus frustrantes que pour d'autres secteurs de la société. La drogue se présente comme une porte de sortie, soit pour la jouissance momentanée d'un paradis artificiel – qui n'a rien de création poétique –, soit pour la possibilité d'ascension sociale que promet le narcotraffic. Ceci explique que, dans les quartiers défavorisés, le rêve de devenir footballeur est partagé avec l'aspiration à devenir narco. Le discours stigmatisant oublie que l'augmentation de la consommation de substances psychoactives est favorisée par l'absence de politiques de prévention et de traitement.

La puissance de cette représentation résulte de son simplisme interprétatif, qui procède, entre autres causes, autant de la perception de la drogue installée par le prohibitionnisme que de la relation entre identité et altérité, de la formation de celle-ci dans l'Histoire nationale, et même continentale. La perception des jeunes des classes populaires extrait sa vitalité et son efficacité de représentations stratégiques archaïques. Cette représentation des « ni-ni » est construite sur la division entre les utiles et les inutiles, les laborieux et les fainéants, les capables et les incapables, une division qui se rapporte à l'autochtone par rapport à l'Européen. La différenciation par rapport à cet Autre dépasse la couleur de la peau ou les traits du visage. La représentation de l'homme autochtone implique

des caractéristiques irréversibles, physiques mais aussi morales. Ces caractéristiques signeraient l'étrangeté irréductible en éliminant tout risque de confusion entre les parties, entre « Eux » et « Nous », entre ce que devient l'objet de la haine et le sujet discriminateur.

Pour cette vision essentialiste, la nature de ces populations peut les conduire à se livrer à des activités illégales. La participation des jeunes des classes populaires aux délits serait l'évidence de la prédisposition naturelle des *negros*, comme sont désignées avec mépris les populations plus ou moins métissées en Argentine⁷, à ne pas intégrer la société : finir en prison ou être assassiné en est la conséquence. Ceci se construit sur une logique similaire à celle développée par les secteurs conservateurs états-uniens, qui soutiennent que la surreprésentation des afro descendants dans les prisons nord-américaines résulte du fait que la société exige de ces derniers un effort que leurs conditions biologiques ne leur permettent pas d'accomplir. En Argentine, les drogues, la jeunesse, la pauvreté et la prison se recourent souvent et la composition socio-ethnique des populations carcérales évoque altérité et violence d'État. En France, les hommes d'origine africaine et maghrébine représentent les deux tiers de l'ensemble des détenus, la plupart étant âgés de moins de 30 ans. L'augmentation des incarcérations est liée à l'usage et à la commercialisation de drogues⁸.

Entre « gamins voleurs » défoncés et « petits soldats »

À la démonisation de la drogue correspond la diabolisation de certains utilisateurs. Si le profil du consommateur est varié, seuls certains usages et usagers des drogues font l'objet de ségrégation sociale. La population visée est spécifique. Il s'agit de celle qui s'injecte, qui utilise le *paco* et les solvants, pour laquelle piercings et tatouages dans un certain phénotype évoquent la marginalité. En tant que sujet menaçant, le drogué est avant tout un jeune des classes populaires.

Cette représentation habilite le contrôle au faciès par les polices ou la gendarmerie. La construction de stéréotypes est prioritaire dans la focalisation des violences sur des secteurs déterminés de la population, fondamentalement sur les jeunes qui habitent dans les quartiers

7. Ces populations sont racialisées par le terme *negro* qui renvoie, par opposition, à une blancheur idéalisée.

8. D. Fassin *L'Ombre du monde. Une anthropologie de la condition carcérale*, Paris, Seuil, 2015.

populaires. Cet Autre menaçant n'est pas nommé en tant que tel par les institutions étatiques, même s'il n'en reste pas moins visé par leurs pratiques. Via l'exercice de la violence, l'État participe à reproduire un collectif qu'il se refuse à nommer directement. Cette pratique est également présente dans les institutions sociales et de santé.

Focalisé sur le délit urbain lié à la propriété, le discours sécuritaire comporte une définition de classe: l'auteur du délit serait un homme jeune, brun, à la peau mate, issu des secteurs populaires, lié à la consommation de drogues. La figure du mineur développant des activités criminelles est l'expression la plus aboutie d'une représentation où le phénotype est un fait majeur, même s'il ne s'agit pas seulement d'une question de couleur de peau. Cette image stéréotypée reste un facteur de la peur ordinaire, indépendamment de la conscience que n'importe qui peut agresser. Ce discours, devenu hégémonique, insiste plus sur la répression de la petite délinquance liée aux substances psychoactives que sur celle des organisations criminelles plus ou moins insérées dans l'économie-monde, en collusion avec les pouvoirs publics.

Si la drogue s'est étendue dans tout le pays, comme le soutient le discours sécuritaire, le développement de ces Autres dont on perçoit un caractère menaçant est inscrit dans l'espace. Ils sont géographiquement concentrés dans les bidonvilles, espaces considérés comme inséparables de la drogue. Composante principale de scènes géographiquement localisées dans des installations urbaines irrégulières, cette altérité négative a sa propre territorialité. Comme tout paysage, les bidonvilles font l'objet d'une construction sociale complexe. Ils suscitent la peur et, à ce titre, ils sont victimes de discriminations. Habitat des « classes dangereuses », le bidonville est présenté comme un territoire étrange et étranger, placé en dehors du contrôle étatique et dont les populations unifiées sont identifiées comme une menace, marginalisées et discriminées.

Non seulement les bidonvilles seraient le berceau des responsables de la délinquance de rue et de diverses formes de trafic de drogue, mais ils abriteraient aussi les planques du grand banditisme. À la différence d'autres géographies, comme les favelas de Río de Janeiro, où les narcos se sont substitués à l'État par du clientélisme à partir de l'aide sociale, le trafic de stupéfiants se restreint en Argentine, pour la majorité des jeunes impliqués, à une économie de subsistance. Espaces inscrits dans des configurations de pouvoir, les organisations criminelles

transforment les bidonvilles par leurs façons de les habiter et font un usage stratégique des ressources issues de la maîtrise du territoire.

Les interactions entre habitants et professionnels du crime sont asymétriques. Leurs différences sont aussi des divergences entre voisins. Elles se manifestent dans la possibilité ou pas de circuler – qu’il s’agisse d’ambulances ou de non-résidents –, dans la libre disponibilité des lieux publics (club, école, église, etc.), dans la relation avec les ONG, les mouvements sociaux ou les diverses bandes, ou encore dans l’attitude face à la destruction des points de vente de drogue par les voisins. Les différences opèrent aussi à l’intérieur des familles, comme l’illustrent les mécanismes instaurés pour éviter la consommation, de la violence physique à la dénonciation policière. Les habitants sont automatiquement soupçonnés, voire considérés coupables, sur la base d’un principe accusateur de précaution.

Les délits affectant le droit à la propriété, avec utilisation ou non de la violence, et la participation, sous diverses formes, au trafic de stupéfiants sont attribués à ces jeunes. Par rapport à cette dernière question, ils jouent un rôle important, mais subalterne. Ils interviennent tant au niveau de la commercialisation que de la sécurité, même si leur importance dans cette dernière est hypertrophiée dans leur représentation médiatique. À titre d’exemple, citons deux formes de participation largement développées à Rosario. D’un côté, il s’agit du modèle des *bunkers*, ces constructions précaires mais fortifiées destinées à la commercialisation des drogues. À l’extérieur, le territoire est gardé par des adolescents armés – les « petits soldats », dans le jargon – et par des enfants qui ont le rôle de vigiles. À l’intérieur, la vente est développée par des jeunes qui travaillent dans des conditions pénibles. De l’autre, on peut évoquer la figure du jeune à moto, avec une arme à feu, participant au règlement de comptes. Liée aux disputes entre des gangs peu sophistiqués qui administrent la vente de stupéfiants peu onéreux et de mauvaise qualité dans les quartiers défavorisés, cette pratique violente est en relation, dans la deuxième décennie du siècle, avec des meurtres de jeunes. Si la participation à l’économie de la drogue a modifié la physionomie des délits communs, ceux-ci sont devenus plus violents; les règlements de comptes propres à l’économie narco, l’action des Forces de sécurité ou la dimension des conflits interpersonnels font des jeunes des classes populaires les principales victimes des violences.

Le nuisible urbain

Comme pendant la Guerre froide, l'Autre menaçant n'est pas dangereux pour ce qu'il fait, mais pour ce qu'il est. La représentation de cette altérité a pour prémisses une conception de la nocivité sociale. Sur ce caractère nocif sont structurés les discours de dévalorisation destinés à renforcer l'exclusion et à fonder des pratiques d'éradication. Dans le désordre global, les rapports des habitants de la Cité, en tant qu'hommes sédentarisés libres, sont réglés par le régime de l'Un civilisé et pacifique et de l'Autre sauvage et criminel. Ceci fait partie d'une représentation et d'un discours de l'hostilité dans lesquels l'Autre menaçant est perçu et traité comme un sauvage.

Dans le discours accusatoire, la propre humanité de l'accusé est remise en question⁹. Comme d'autres menaces du xx^e siècle, tels le subversif ou le migrant, le jeune délinquant doit être désigné comme un « barbare », un « sauvage », une « bête », un « animal ». Son extériorité – et sa différence – relèvent de l'ordre tant de la culture (barbarie, sauvagerie, brutalité) que de la nature (animalité, monstruosité). L'utilisation des adjectifs est importante pour les mépriser et les convertir en des êtres différents. Leur désignation par des catégories de l'ordre de la morale (méchanceté, ressentiment, colère, haine, ambition, etc.) est complétée par des références destinées à provoquer une extériorité absolue par rapport au champ humain.

Les comportements attribués à l'emploi de drogues renforcent cette image, ils sont des « mutants », des « zombies ». Les ravages neurologiques et physiques que le *paco* provoque participent au sentiment d'inhumanité. Or, la construction d'une altérité absolue à partir de la drogue comme menace a besoin d'images de dangerosité. *Via* les comportements délictuels, la toxicomanie est associée aux violences. Sous l'emprise de la drogue ou pour les nécessités de son économie, le criminel est présenté comme particulièrement féroce et exerçant une violence gratuite.

La dévalorisation au moyen de la stigmatisation est plus qu'un recours linguistique. Il s'agit d'une « *représentation du conflit social* »¹⁰ selon un modèle dans lequel la figure de l'Autre menaçant doit – par la propre

9. Voir A. Brossat, *Le corps de l'Ennemi. Hyperviolence et démocratie*, La fabrique éditions, 1998.

10. A. Brossat., *op cit*, p. 120.

nature du conflit – être différenciée et dévaluée par rapport au Nous. La dynamique de cette nouvelle perception de la menace qui s’installe avec le discours sécuritaire exprime l’idée qu’« Eux » seraient la négation même de « Nous ». Bien que la volonté de déshumaniser l’ennemi en provoquant sa métamorphose en un élément préjudiciel ne conduise pas inéluctablement au nettoyage social, elle porte en elle la possibilité toujours présente d’invoquer la recherche de la neutralisation définitive, le désir d’une expulsion totale qui n’est autre que l’élimination physique, réduisant une fois de plus la sécurité à un jeu social à somme nulle exprimé dans l’option « je le neutralise ou il m’élimine ». Ce jeu, dans lequel la perception de certaines morts oscille entre nécessité et conséquence collatérale de la neutralisation de cet Autre qui affecte la survie du Nous, s’exprime autant dans la gâchette facile, le lynchage ou les règlements de compte que dans l’apologie de l’assassinat.

Si le rejet de l’incorporation ou l’expulsion du collectif d’identification ne se traduit pas mécaniquement dans l’anéantissement physique de cet Autre menaçant, les discours de dévalorisation ont constitué un composant central des pratiques d’éradication. C’est la conversion de l’Autre en sauvage qui habilite l’idée qu’on peut l’éliminer indépendamment de la loi, ce sentiment exprimé sans ambiguïtés dans les réseaux sociaux ou le courrier des lecteurs, d’où se détache l’idée que tuer un criminel n’est pas un délit mais une légitime défense. Mis à l’écart de l’humanité, cet Autre hors de la communauté de destin est plus qu’un hors-la-loi. Dans la mesure où l’Autre est placé dans l’étrangeté la plus absolue, renvoyé à la non-humanité, il n’est plus exposé à la justice des hommes mais à la loi de la nature. Au xx^e siècle, ce raisonnement a été conduit au paroxysme avec la dictature civico-militaire en 1976.

Une fois de plus

Dans le désordre global, en Amérique latine, la drogue comme objet menaçant est utile pour fonder une nouvelle perception de la menace. Elle permet de véhiculer des représentations stratégiques capables de lier entre elles des questions très différentes, allant des mouvements sociaux canalisant des demandes écologiques, ethniques, économiques à des organisations insurrectionnelles en passant par la délinquance de droit commun et transnationale. Cette rhétorique de l’hostilité réactive des schèmes répressifs autochtones s’articulant parfaitement avec les mécanismes traditionnels de contrôle social. Elle illustre l’universalité de certaines pratiques stratégiques.

En Argentine, pour de larges secteurs de la société, la drogue a renforcé l'altérité des classes populaires. Comme dans d'autres géographies, l'univers de la drogue comme menace est réduit aux exclus. Confinée aux marges sociales et géographiques de la société, la drogue les construit comme sujets menaçants. Le ciblage des populations et des territoires considérés à risque donne corps à une nouvelle « classe dangereuse », différente de celle de la Guerre froide mais sur laquelle opèrent des mécanismes assez similaires.

Associée à la pauvreté et aux dysfonctionnements qu'elle provoquerait, de la délinquance à la contestation sociale, la drogue constitue l'un des fondements des représentations et pratiques stratégiques impliquant l'usage de la violence de la part de l'État. Elle focalise et permet le harcèlement généralisé sur certains secteurs. Cette représentation est imprégnée de l'idée de la dangerosité sociale. Sous le thème générique de l'insécurité commence à se dessiner, depuis les années 1990, une nouvelle définition de l'altérité négative qui s'est pérennisée indépendamment de la conjoncture politique. Ce discours est bâti sur la représentation d'un sous-monde dans lequel les jeunes qui vivent aux marges de la société, sans être perçus comme expulsés par le système, se donnent la mort dans une dispute permanente pour le territoire, des jeunes chez qui le narcotrafic provoque des règlements de compte ou qu'il agresse de façon irrationnelle, et ceci sous l'effet des drogues. Les jeunes délinquants sont assimilés à un corps étranger et dangereux qui doit être éradiqué.

Les avancées produites, comme l'installation du débat autour de la dépénalisation de la consommation voire de la légalisation de certaines drogues, en particulier l'utilisation médicale du cannabis, ne désactivent pas ces mécanismes. Comme dans le reste de l'Amérique latine, à l'exception de l'Uruguay, les progrès sont limités en matière de politiques publiques des drogues. Si, en Argentine, le premier projet de loi proposant la dépénalisation pour consommation personnelle date de 2003, la loi qui pénalise la possession de cannabis n'a pas réussi à être modifiée.

Dans la guerre à la drogue, il y a plus que la continuité de la guerre contre la menace communiste. Les « gamins » des classes populaires se trouvent à la base d'une conception de l'altérité menaçante installée avec la fin de la Guerre froide. Cet Autre de nouveau barbarisé porte sur lui les traces des Indiens, des *gauchos*, des *cabecitas negras*. Comme

eux, ces jeunes subissent un traitement d'exception. La barbarisation et/ou la bestialisation de l'Autre social montre l'actualité d'un thème de l'Argentine du XIX^e siècle. À l'époque transnationale, la figure archaïque de l'Autre sauvage semble se perpétuer, constituant une mise à jour de l'idéologie du rejet fondée sur le barbare. Une fois de plus, le refus d'assimiler certaines populations comme citoyens potentiels a des conséquences profondes, à savoir l'impossibilité de les récupérer pour un projet commun. L'instauration d'une menace potentielle à partir de la figure de celui qui ne peut être englobé dans la communauté de destin dégage un rôle clef dans la reproduction du consentement par la peur, produit de la conscience de la menace « externe ». La frontière entre Civilisation et Barbarie, dessinée au XIX^e siècle, est réactualisée.